

## **Améliorer l'accès équitable : pourquoi une dérogation à la propriété intellectuelle pour les produits et technologies COVID-19 mérite un soutien mondial**

*Déclaration conjointe de la Coalition canadienne pour la recherche en santé mondiale et de la Société canadienne pour la santé internationale.*

La pandémie de COVID-19 représente une menace sans précédent pour la santé, la sécurité et le bien-être de l'humanité. Dans le monde entier, la pandémie COVID-19 touche de manière disproportionnée les plus vulnérables, exposant les défaillances structurelles des systèmes sanitaires, sociaux, politiques et économiques qui accroissent la vulnérabilité à la pandémie et amplifient ses effets négatifs. Ces conséquences menacent les trajectoires de développement mondial et devraient être particulièrement graves pour les pays et les populations pauvres, notamment en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud[1].

Une réponse efficace à la pandémie nécessite un accès rapide à des diagnostics, des traitements, des vaccins, des équipements de protection individuelle et des ventilateurs efficaces et abordables. Alors que l'UN ACT Accelerator [2] mobilise les innovateurs pour s'attaquer au développement clé de ces fournitures médicales essentielles à la lutte contre la pandémie, on craint que les droits de propriété intellectuelle inscrits dans les accords commerciaux internationaux ne servent à augmenter les prix des produits et à restreindre leur production et leur distribution, compromettant ainsi les objectifs de disponibilité en temps voulu et d'accessibilité financière pour les personnes en ayant besoin.

### **Une proposition de dérogation à la propriété intellectuelle pour les produits et technologies COVID-19 pendant la phase aiguë de la pandémie**

Pour permettre aux pays de lutter contre la pandémie, les gouvernements de l'Inde et de l'Afrique du Sud ont présenté, le 2 octobre 2020, une communication conjointe au Conseil des aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC ou TRIPS en anglais) de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), demandant une dérogation à la propriété intellectuelle pour permettre aux pays de lutter contre la

pandémie. Cette dérogation, d'une durée limitée et devant être revue chaque année, exempterait les membres de l'OMC de l'obligation d'appliquer des droits de propriété intellectuelle spécifiques (tels que des brevets, dessins et modèles industriels, droits d'auteur et secrets commerciaux) aux produits et technologies COVID-19 pendant la phase aiguë de la pandémie, jusqu'à ce que l'immunité collective mondiale soit atteinte par la vaccination[3].

### **Les États membres de l'OMC ne sont pas encore parvenus à un consensus sur la proposition.**

Quarante États membres de l'OMC ont discuté de la proposition de dérogation lors d'une réunion du Conseil des ADPIC convoquée les 14 et 15 octobre 2020 [4]. Un certain nombre d'États membres en développement et moins développés ont accueilli favorablement la dérogation, mais ont souhaité disposer de plus de temps pour étudier sa mise en œuvre pratique et ses impacts juridiques. D'autres États membres issus de pays en voie de développement et développés se sont opposés à la dérogation, certains faisant valoir que ces droits n'ont pas constitué un obstacle à l'accès aux médicaments et technologies liés à la COVID-19 et que les principaux obstacles sont des systèmes de soins de santé et d'approvisionnement inefficaces et sous-financés. Il y a également un désaccord sur la question de savoir si les flexibilités des ADPIC pour les licences obligatoires et l'importation parallèle étaient suffisantes, les partisans de la dérogation proposée faisant valoir que de nombreux pays en développement sont confrontés à des difficultés institutionnelles et juridiques pour exercer ces flexibilités.

Incapable de parvenir à un consensus sur la demande de dérogation, le président du Conseil a suspendu l'examen de cette proposition à une date ultérieure. Selon les règles de l'OMC, une décision sur les demandes de dérogation doit être prise dans les 90 jours, qui dans ce cas expireront le 31 décembre 2020. Le Conseil des ADPIC se réunira à nouveau avant cette date pour poursuivre l'examen de la demande de dérogation.

### **La proposition sera réexaminée prochainement. Elle mérite le soutien du Canada et d'autres pays.**

À la lumière de ce qui précède, nous demandons instamment au gouvernement du Canada, et nous invitons les autres États membres de l'OMC, lorsque le Conseil des ADPIC se réunira à nouveau, à soutenir

pleinement cette importante stratégie multilatérale visant à garantir un accès équitable aux produits et technologies COVID-19. En outre, nous demandons, au gouvernement du Canada, et à tous les autres pays donateurs, d'augmenter la hauteur de leur aide au développement de la santé aux pays dont les systèmes de santé et les politiques en matière d'acquisition de biens publics font obstacle à la distribution rapide des médicaments, vaccins et fournitures médicales essentiels nécessaires pour mettre fin à la pandémie.

## Références

1. Updated estimates of the impact of COVID-19 on global poverty <https://blogs.worldbank.org/opendata/updated-estimates-impact-covid-19-global-poverty>
2. The Access to COVID-19 Tools (ACT) Accelerator <https://www.who.int/initiatives/act-accelerator>
3. Waiver from certain provisions of the TRIPS agreement for the prevention, containment and treatment of COVID-19 communication from India and South Africa. Council for Trade-Related Aspects of Intellectual Property Rights IP/C/W/669 2 October 2020. <https://www.tralac.org/documents/resources/covid-19/4142-waiver-from-certain-provisions-of-the-trips-agreement-prevention-containment-and-treatment-of-covid-19-india-and-south-africa-wto-2-october-2020/file.html>
4. Members discuss intellectual property response to the COVID-19 pandemic. 20 October 2020. [https://www.wto.org/english/news\\_e/news20\\_e/trip\\_20oct20\\_e.htm](https://www.wto.org/english/news_e/news20_e/trip_20oct20_e.htm)

Auteurs principaux: Mira Johri, Université de Montréal & Ron Labonté, University of Ottawa

Traduction libre par Farah Bentahar-Houadfi